

DANS CE NUMÉRO

Au cours du second semestre 2003, les derniers réseaux URB-AL ont entamé leurs activités publiques. Le **RÉSEAU 13 «Ville et Société de l'information»**, coordonné par la Freie Hansestadt Bremen et le **RÉSEAU 14 «Sécurité citoyenne dans la ville»**, coordonné par la Municipalidad de Valparaíso, ont tenu leurs séminaires respectifs de lancement à l'automne dernier. Le **RÉSEAU 9 «Financement local et budget participatif»**, coordonné par la Prefeitura Municipal de Porto Alegre, en a fait de même au début de l'année 2004.

Le noyau central de ce numéro est consacré aux projets B. Vous y trouverez les échos des premiers projets B en cours de réalisation. A ces 4 projets, viennent à présent s'ajouter les projets de l'Ayuntamiento de Málaga et de la Ville d'Issy-les-Moulineaux, respectivement basés sur les résultats des réseaux 6 et 3. Lors de la convocation d'octobre 2003, la Commission a approuvé 6 nouveaux projets B, dont 4 qui mettront en œuvre les résultats des projets communs d'échanges d'expérience.

On enregistre ainsi des modalités nouvelles et innovantes pour passer des échanges d'expérience à leur application, à travers des actions visibles et tangibles, dans un ensemble de villes qui continuent de travailler conjointement pour leur bénéfice collectif et celui de certains groupes de leur population.

Saisissant l'occasion de la révision des programmes régionaux de coopération décentralisée, le Commissaire chargé des relations extérieures, M. Chris Patten, a exprimé sa grande satisfaction face à leur mise en œuvre. Ce succès est celui de tous les participants et nous nous joignons à lui pour vous inviter à maintenir le Programme URB-AL comme référence internationale, par votre participation active à la seconde phase du programme et, en particulier, par la présentation de propositions de projets communs, alliant excellence technique et innovation créative.

RICCARDO GAMBINI

Office de Coopération EuropeAid – Chef d'Unité E2

**LETTRE D'INFORMATION
DU PROGRAMME URB-AL,**
programme horizontal de
coopération décentralisée de
la Commission européenne,
destiné aux villes,
agglomérations et régions de
l'Union européenne et
d'Amérique latine



COMMISSION EUROPÉENNE
EuropeAid
Office de Coopération
Direction Amérique latine



Montevideo. Le siège du projet Ciudad Vieja Renueva

PROJETS COMMUNS SÉLECTIONNÉS

APPEL À PROPOSITIONS 2003 – 31 OCTOBRE 2003 (RÉFÉRENCE EUROPEAID/113113/C/G)

Coordination des projets communs

PROJETS COMMUNS DE TYPE A			
Entité coordinatrice sélectionnée	Pays	Titre du projet	N° du projet
Comune di Roma – Italia	IT	Nuevos modelos de desarrollo urbano integrado por la valorización del patrimonio ambiental y cultural	R6-A6-03
Comune di Arezzo– Italia	IT	Mejorar el impacto de la gestión de los desechos sólidos y urbanos en términos de reducción de los gastos socio-económicos y de respeto por el medioambiente	R6-A7-03
Prefeitura de São Paulo	BRA	O acesso ao solo e habitação social em cidades grandes de regiões metropolitanas da América latina e Europa	R7-A3-03
Consell Comarcal de l'Alt Empordà	ES	La administración local como garante de atención de los adultos mayores y generadora de nuevos yacimientos de empleo	R10-A7-03
Prefeitura Municipal de Rio Grande da Serra	BRA	Manual de políticas públicas de saúde para o combate à pobreza e a melhoria da qualidade de vida	R10-A8-03
Prefeitura Municipal de Jacarei	BRA	Instrumentalizar as localidades para o combate à pobreza	R10-A10-03
Prefeitura Municipal de Belo Horizonte	BRA	Inclusão Social através de Políticas Intersetoriais	R10-A11-03
Municipalidad Distrital de Independencia	PER	Autodeterminación de las mujeres a través del empleo local	R12-A3-03
Ayuntamiento de Irun	ES	Observatorio - EALNET	R12-A4-03
Municipio del Distrito Metropolitano de Quito	EQU	Construyendo ciudades incluyentes. Promoción de la equidad de género en la gestión local	R12-A6-03
PROJETS COMMUNS DE TYPE B			
Entité coordinatrice sélectionnée	Pays	Titre du projet	N° du projet
Prefeitura Municipal de Caixas do Sul	BRA	Projecto de valorização do turismo integrado à identidade cultural dos territórios – VICTUR	R2-B2-03
Ayuntamiento de Irun	ES	Alianzas público privadas para el desarrollo económico local OBSERVA.NET	R4-B4-03
Odense Comune	DK	Centro Regional Potenciador para Mujeres Emprendedoras y Trabajadoras	R5-B5-03
City of Karlsruhe	DE	Sustainable waste management for oceanic islands – Extension & transfer	R6-B3-03
Intendencia Municipal de Rosario	ARG	Rosario SUMA. Una solución Urbana desde una Mirada Alternativa	R7-B1-03
Landeshauptstadt Stuttgart	DE	MOVI-MAN	R8-B2-03

AGENDA

Réunions annuelles 2004: dates provisoires

RÉSEAU N° – COORDINATEUR	LIEU	DATE
N° 6 Ayuntamiento de Málaga	Málaga – Espagne	18-19 juin 2004
N° 9 Prefeitura de Porto Alegre	Porto Alegre – Brésil	26-28 janvier 2004
N° 10 Prefeitura de São Paulo	São Paulo – Brésil	17-19 février 2004
N° 12 Diputación Provincial de Barcelona	Barcelona – Espagne	21-23 avril 2004
N° 13 Freie Hansestadt Bremen	A déterminer	Novembre 2004
N° 14 Municipalidad de Valparaíso	Valparaíso – Chili	9-10 septembre 2004

Une première typologie

Depuis le lancement, en janvier 2002, de l'appel à propositions de projets de type B, la Commission européenne a reçu plus de 25 propositions, dont 12 ont été retenues à ce jour. Parmi celles-ci, 7 proviennent des coordinateurs de Réseaux de la première phase, alors que les 5 restantes sont nées des résultats des projets d'échanges d'expérience de la première phase ou de type A. Ces derniers projets B, élaborés à partir des résultats de projets communs, seront de plus en plus nombreux au cours des prochaines années.

Sur la base des propositions reçues, il est déjà possible d'ébaucher une sorte de typologie des projets communs B, en fonction du mode de répartition des activités entre les membres et des modalités de coopération qui s'établissent entre eux.

On pourrait distinguer 4 types ou «modèles» de projets de type B, selon les critères précédemment mentionnés:

- **un modèle de «reproduction»**, où toutes les villes partenaires réalisent des actions similaires ou mettent en place un service public identique. Dans ce cas, le coordinateur assure le leadership des actions, alors que les relations, qui sont fortes entre les partenaires, se font sur une base horizontale;

- **un modèle «complémentaire»**, dans lequel seraient mises en œuvre par les différents partenaires diverses actions complémentaires, s'articulant autour d'un axe commun. Cela implique un fort leadership du coordinateur pour conserver la cohérence des actions, alors que les relations entre les partenaires sont fortes et horizontales;

- **un modèle «centraliste»**, où la plupart des activités sont réalisées dans la ville coordinatrice et où les relations entre les partenaires passent par le coordinateur. Ce modèle correspondrait davantage aux projets impliquant un certain investissement dans des équipements;

- **un modèle «associatif»**, dans lequel la plupart des actions se concentrent sur certains partenaires. Dans ce cas, le coordinateur – généralement européen – se concentre sur la gestion du projet, alors que la réalisation est à la charge des partenaires. La relation est plutôt de type vertical.

Il convient d'ores et déjà de préciser que toutes ces modalités sont valables, mais qu'il existe également un lien fort entre les activités et le type de projet.

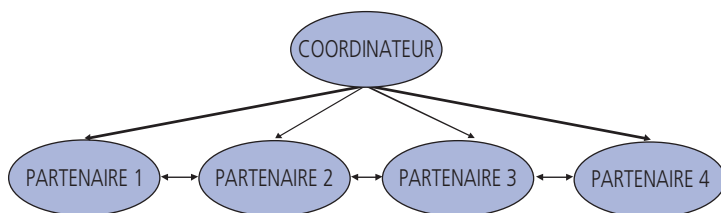
Évidemment, tous ces «modèles» ont leurs avantages, leurs faiblesses et leurs risques, tant du point de vue de la cohérence et de

l'efficacité des actions que de la participation et de la répartition des bénéfices entre les partenaires. Il est également possible d'imaginer d'autres types ou d'autres combinaisons entre divers modèles. La Commission compte sur la créativité des participants pour enrichir cette typologie de base.

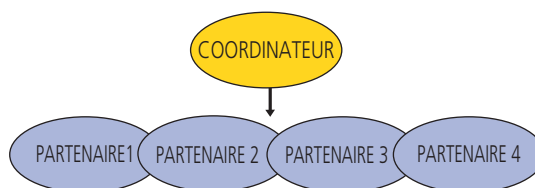
Dans tous les cas, nous aimerions souligner qu'au-delà des modalités du projet B, il est indispensable que les propositions soient d'une qualité technique à la hauteur du montant de la subvention. De même, il est indispensable de passer des échanges d'expérience à l'application de leurs résultats, à travers des projets innovants, très visibles pour les citoyens et débouchant sur des résultats tangibles et concrets. De par leur thématique, certains projets communs A ne se prêtent pas à un plus grand développement, même lorsqu'ils ont abouti à des résultats pertinents.

Pour faciliter la préparation et la présentation des propositions de type B, depuis le début de l'année 2004, un nouveau «Guide d'appui aux demandeurs» et un nouveau formulaire sont disponibles. L'utilisation de ces documents est obligatoire à partir de la convocation d'avril 2004. Vous les trouverez, comme toujours, sur le site Internet du Programme. ■

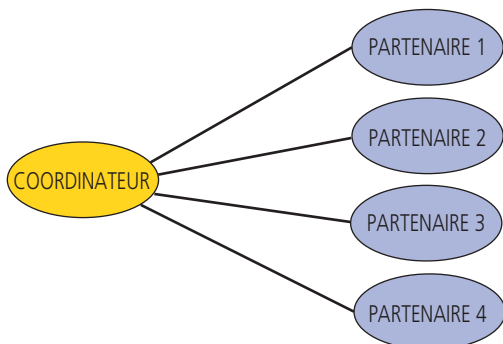
MODÈLE DE REPRODUCTION



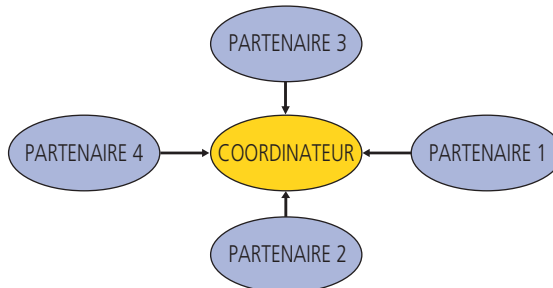
MODÈLE COMPLÉMENTAIRE



MODÈLE ASSOCIATIF



MODÈLE CENTRALISTE



COORDONNÉ PAR LA FREIE HANSESTADT BREMEN

Ville et société de l'information

Le Réseau 13 «Ville et Société de l'Information» a été officiellement lancé les 22 et 23 septembre 2003. Ce lancement a eu lieu au cœur de la Freie Hansestadt Bremen, dans les installations historiques de la Mairie et du Sénat de Brême, Parlement de l'Etat, qui furent mis à disposition tout spécialement pour cet événement, pour la tenue de la conférence. L'inauguration du séminaire a été présidée par le Sénateur de l'Education et des Sciences de Brême, M. Willi Lemke. Le thème de ce réseau correspond à l'une des priorités de la Commission pour renforcer l'association stratégique entre l'Europe et l'Amérique Latine. Les attentes sont particulièrement élevées pour que ce réseau devienne un forum privilégié permettant de concrétiser cet objectif au niveau des collectivités locales.

A cette occasion, M. Willi Lemke, Sénateur de l'Education et des Sciences de la Freie Hansestadt Bremen a ouvert la séance plénière en présence des représentants de la Commission européenne, membres de l'Office de Coopération EuropeAid, Berith Andersson et Marc Rimez, et de la Direction générale de la Société de l'Information, Olivier Pascal. Les experts en charge de la rédaction du Document de Base présentant l'ébauche des grandes lignes et des principaux axes de travail du Réseau 13 ont exposé leurs principales conclusions.

A partir du thème général «Ville et Société de l'Information», et avec l'aide des membres du Réseau 13, quatre thèmes princi-

paux ont été identifiés – chacun correspond à l'un des chapitres centraux du Document de Base. Ces subdivisions, «Gouvernement et Administration», «Les Personnes», «Les Entreprises» et «L'Environnement Urbain», ont également fourni le cadre théorique pour les ateliers de travail du Séminaire de Lancement, auxquels ont activement participé quelques 63 représentants des collectivités locales et 14 membres extérieurs.

Environ quatre-vingt personnes, provenant de 16 pays différents d'Amérique Latine et d'Europe ont ainsi contribué au succès de ce Séminaire de Lancement, en proposant 12 idées de propositions de projets communs, issues des ateliers de travail.

Dans la phase actuelle, les membres du Réseau 13 sont invités à reprendre les différentes idées de propositions, disponibles en ligne sur le site du Réseau et à contacter directement les coordinateurs des propositions communes afin d'obtenir des informations plus détaillées. La coordination du Réseau a fixé la date limite de remise des propositions à cette même coordination au 31 mars 2004. Suivant le processus habituel, elles seront transmises à la Commission le 30 avril 2004, au plus tard.

La prochaine réunion annuelle du Réseau 13 se tiendra début novembre 2004, dans l'une des villes d'Amérique Latine, appartenant au Réseau. ■



Brême. Session inaugurale du séminaire, dirigée par le Sénateur Willi Lemke

Question aux auteurs du Document de Base

*Du local au global: que font actuellement les villes pour développer leur propre Société de l'Information?
Et quels sont les grands défis pour l'ensemble de ces villes par rapport à la SI globale qui va devenir
la Société de la Connaissance?*

Les villes sont des organisations complexes, basées sur des règles collectives qui subissent des changements sociaux, économiques et politiques, englobant des citoyens et des communautés, des biens publics et des services, des entreprises (y compris des associations à but non lucratif et du secteur tertiaire) et des affaires plus ou moins organisées en blocs économiques.

De la même façon que d'autres organisations humaines, comme les corporations économiques par exemple, les villes ont été confrontées aux opportunités et aux défis des nouvelles technologies de l'information et de la communication, permettant de nouvelles voies pour gérer les flux d'informations dans les processus organisationnels et productifs conduisant, en particulier, à l'amélioration potentielle de la prestation de services publics et augmentant la productivité de l'administration.

Les villes pionnières ont été extrêmement actives dans l'expérimentation, l'innovation et même la mise en œuvre complète de nouvelles façons de restructurer leurs activités et leurs processus à la lumière des nouveaux développements technologiques et organisationnels. De nombreux exemples ont été identifiés et commentés dans le Document de Base du réseau 13.

Néanmoins, de la même façon que les PME ne se positionnent pas de la même façon que les grandes corporations économiques face à l'adoption de TIC, les petites et moyennes municipalités ne sont pas non plus en situation de prendre les mêmes risques que les grandes villes pionnières dans l'avancée des nouvelles technologies de pointe, dans un contexte hautement incertain.

Dans la plupart des villes qui espèrent devenir protagonistes dans la société globale, le chemin vers l'innovation passe par un travail en réseau et par l'échange d'expériences et de ressources avec des municipalités similaires, basés sur des principes de solidarité. Il ne s'agit pas seulement du problème de ne pas avoir à «réinventer la roue» à chaque fois. Il s'agit plutôt de bénéficier de l'expertise et de l'expérience déjà existantes et d'aller à la recherche d'économies ayant une certaine portée et une certaine échelle au niveau du développement de produits et de procédés, ainsi que de l'adaptation des ressources humaines aux nouvelles caractéristiques et formes d'apprentissage et d'action dans la société de la connaissance.

Luis Lozano
Coordinateur du Document de Base

UNE STRUCTURE DE COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION (INCLUSION NUMÉRIQUE ET FORMATION) AU NIVEAU URBAIN

Secteurs Verticaux: Principaux axes dirigés au Gouvernement, aux Personnes, aux Entreprises à l'Environnement Urbain

Axes horizontaux:	GOVERNEMENT	PERSONNES	ENTREPRISES	ENVIRONNEMENT URBAIN
Contenus	<ul style="list-style-type: none"> > Gouvernance électronique 	<ul style="list-style-type: none"> > Développement communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> > Inclusion numérique et interaction en réseau des PME 	<ul style="list-style-type: none"> > Environnement local et développement durable
Applications	<ul style="list-style-type: none"> > Gouvernement électronique 	<ul style="list-style-type: none"> > Inclusion numérique pour des groupes déterminés 	<ul style="list-style-type: none"> > Entrepreneurs et économie locale 	<ul style="list-style-type: none"> > Culture et tourisme
Services génériques	<ul style="list-style-type: none"> > Services publics on-line 	<ul style="list-style-type: none"> > Education et formation 	<ul style="list-style-type: none"> > Centres de développement et d'appui 	<ul style="list-style-type: none"> > Gestion urbaine (i.e. Systèmes d'informations géographiques, transports, gestion des sols et du patrimoine)
Réseaux	<ul style="list-style-type: none"> > e-Participation 	<ul style="list-style-type: none"> > Loisirs et culture > e-Santé 	<ul style="list-style-type: none"> > Affaires électroniques et commerce électronique > Apprentissage continu 	
	ACCÈS	SAVOIR	CAPACITÉS	GESTION DURABLE

Axes Diagonaux: Conscientisation, cadre réglementaire, concertation public-privé, ingénierie financière, capital social, gestion de ressources.

Dimensions et axes principaux pour la collaboration au niveau urbain. Pris du Document de Base du Réseau 13

COORDONNÉ PAR LA MUNICIPALIDAD DE VALPARAISO

Sécurité citoyenne dans la ville

Le séminaire de lancement du Réseau 14 «Sécurité citoyenne dans la ville» s'est tenu dans le port de Valparaíso, du 8 au 10 octobre 2003.

La séance d'inauguration a bénéficié de la présence du Ministre de l'Intérieur, José Miguel INSULZA et d'environ 200 participants, comprenant les autorités régionales et locales des villes participantes d'Amérique Latine et d'Europe. Ce séminaire a reçu un soutien important de la part des autorités locales concernant ce thème de la sécurité citoyenne. Le rôle central de la sécurité citoyenne dans la stratégie de développement local et de projection internationale, adoptée par la Municipalidad de Valparaíso, est une garantie de plus du futur prometteur du réseau 14.

La journée d'inauguration a été ouverte par le Ministre de l'Intérieur du Gouvernement chilien, José Miguel Insulza, le Conseiller de la Délégation de la Commission européenne au Chili, Roberto Rensi, le Maire de Valparaíso, Hernán Pinto, la Responsable du Programme URB-AL, Berith Andersson, et le Coordinateur du Réseau 14, Gustavo Paulsen, qui ont abordé la problématique de la sécurité citoyenne et de ses implications dans le développement et le bien-être des villes des deux régions.

Le Ministre Insulza a prononcé un discours sur la sécurité citoyenne au Chili et en Amérique Latine. Il a insisté en particulier sur les différences entre la perception et la réalité de la sécurité citoyenne. De la même façon, il a souligné le rôle central des instances locales pour affronter conjointement les manifestations de ce phénomène. Pour sa part, Gustavo Paulsen a exprimé ses attentes en indiquant que «dans cette rencontre, nous espérons partager un maximum d'expériences, des forums de discussion, et des

échanges de solutions qui déboucheront sur des propositions concrètes pour les villes».

L'inauguration a bénéficié de la présence du représentant du Forum Européen de la Sécurité Urbaine, Michel Marcus, qui a donné une conférence ayant pour thème «La Sécurité et la Cohabitation Sociale dans les Villes», soulignant que l'associativité entre les villes et les institutions concernées est la clé pour lancer un débat permettant de résoudre les principaux problèmes en matière de sécurité citoyenne en Europe.

Le travail des participants, plus de 120, s'est organisé autour des ateliers thématiques suivants:

- La sécurité citoyenne, politiques publiques et configuration urbaine;
- Les outils et domaines d'action en matière de Sécurité citoyenne; et
- La Sécurité citoyenne et la société civile.

Au cours de ces deux journées intenses d'ateliers, les représentants des villes partenaires ont développé leurs approches, pour pouvoir ensuite réaliser les profils de «projet commun». Quatorze idées de propositions de projet ont ainsi été élaborées.

Le Maire de Valparaíso est intervenu au cours de la cérémonie de clôture. Il a invité les personnes présentes à prendre en main les changements pour le bien-être des habitants de leurs villes. Les mots de clôture ont été prononcés par Berith Andersson. Elle a souligné le succès de ce séminaire, qui s'est traduit par une excellente organisation et la qualité du travail réalisé par les participants. Elle a également invité au travail dans le cadre des projets communs, afin qu'ils se traduisent par de bonnes pratiques qui atteignent toutes les communautés urbaines. ■



Réseau 14. Session inaugurale. A la table, Berith Andersson, responsable du Programme URB-AL, José Miguel Insulza, Ministre de l'Intérieur du Chili, Roberto Rensi, Conseiller de la Délégation européenne et Gustavo Paulsen, coordinateur du Réseau 14. Sur le podium, Hernán Pinto, Maire de Valparaíso

<http://www.urbalvalparaiso.cl>

Les ateliers: espaces de discussion et de construction d'équipes

La participation des partenaires du réseau ayant assisté au séminaire de lancement du Réseau 14 est parvenue à se matérialiser grâce au travail en commun généré à l'intérieur des ateliers thématiques. Les participants s'y sont rencontrés au cours de deux longues journées de travail autour des problèmes de sécurité citoyenne qui affectent leur ville. Ils ont également cherché des convergences et des mécanismes d'association qui leur permettraient d'élaborer les profils de projets communs. La motivation obtenue a été telle que de nombreux groupes ont poursuivi leur travail pendant leur temps libre, définissant et concrétisant leurs idées par des objectifs et des activités concrètes à réaliser.

Quatre ateliers se sont articulés autour de trois axes thématiques. Chacun d'eux a compté environ 25 participants, provenant de villes d'Amérique Latine et d'Europe. Avec l'appui d'une équipe d'animateurs, soutenus par des experts et des spécialistes de la méthodologie, un processus d'approche thématique a été mis en place, permettant d'organiser la discussion en partant du plus général pour aller vers des points très particuliers.

Nous avons ainsi abouti à la plate-forme attendue du premier rapprochement entre personnes provenant de réalités multiples, diverses, apportant des regards hétérogènes sur la sécurité citoyenne, donnant forme aux relations et à l'intégration recherchées entre les participants.

«Sécurité Citoyenne, Politiques Publiques et Configuration Urbaine»

Les problématiques affectant le développement de la ville, la croissance de la population et la densification territoriale, par rapport à la sécurité citoyenne, ont été définies par les participants comme:

- la carence de politiques urbaines en matière de sécurité,
- la ségrégation urbaine due à des centres délabrés et à des quartiers concentrant des problèmes sociaux (dénouement, inactivité, chômage des jeunes, violence au sein des familles, alcool, drogues et absentéisme scolaire),
- le manque de force politique suffisante à l'intérieur de la ville,
- les problèmes d'urbanisation, qui ont été définis comme la localisation des plus pauvres dans les zones périphériques diffici-

les d'accès et la menace d'éventuelles catastrophes naturelles sans processus de planification et de prévention pour y faire face.

Selon les mêmes participants, parmi les causes de ces problèmes, on trouve le manque d'espaces publics et culturels, le rejet social vis-à-vis des groupes à problèmes sociaux, l'exclusion sociale des jeunes, leur manque d'opportunités dans le système social, les comportements violents et l'absence de définition et d'adéquation des rôles, des compétences et des stratégies des gouvernements locaux.

«Les instruments et les domaines d'action en matière de Sécurité Citoyenne»

Concernant les domaines d'action en matière de sécurité citoyenne, les personnes présentes ont centré leur attention sur la détresse que ressentent les victimes d'agressions. Elles ont relevé qu'il n'y a pas d'attention aux victimes de délits ou de violence. On ne voit aucune volonté politique d'intégrer des règles *ad hoc*, ou un système d'attention effective apportée aux victimes. Ces phénomènes accroîtraient la perception subjective et individuelle d'insécurité par la population urbaine de nos continents.

Concernant les outils existants pour mesurer, évaluer, diagnostiquer et prévoir les conduites réunies au sein de nos sociétés, les participants ont soulevé l'inexistence, au niveau international, d'instruments homogènes permettant de faire des analyses comparatives. Il n'existe pas non plus de systèmes juridiques – légaux, permettant de com-



Les ateliers en pleine activité

battre ces fléaux sous la forme de blocs de nations conjointes, ni de systèmes de communication intégrés pour connaître la réalité entre les différents pays.

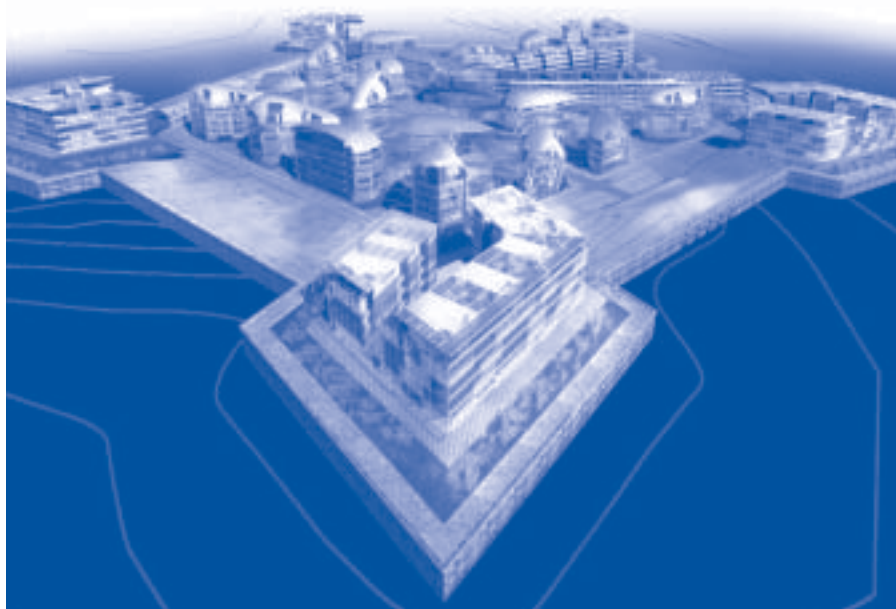
«Sécurité Citoyenne et Société Civile»

D'après les participants, la société civile connaîtrait actuellement de sérieux problèmes de sociabilité: dégradation des liens sociaux, accentuation de la rancœur sociale entre les groupes sociaux, apparition d'une culture et d'une identité propre à la criminalisation due aux moyens de communication, augmentation du mépris de la société, plus grande insécurité sociale, générant de la frustration, de l'agressivité et de la violence, un manque de responsabilité face aux besoins collectifs. Tout cela, selon les partenaires participants, a engendré une fragmentation généralisée de la communauté et une grande tendance à l'individualisme.

Gustavo Paulsen
Coordinateur du Réseau 14

Issy-Les-Moulineaux: consolider la démocratie locale par l'utilisation des nouvelles technologies

Grâce aux quatre années de coordination du Réseau n°3 du programme URB-AL «La démocratie dans la ville», la ville d'Issy-les-Moulineaux a contribué à l'émergence et à la mise en valeur de nouvelles pratiques de démocratie locale. En juillet 2003, la Commission européenne a retenu le projet de type B «E-Agora: l'Académie de la Démocratie Electronique» présenté sur la base des résultats des travaux du Réseau n°3.



e-AGORA sera mis en œuvre dans la Cité Numérique du Fort d'Issy-les-Moulineaux

Le projet e-Agora a pour objectif central la mise en œuvre d'une Académie de la démocratie électronique, cherchant à expérimenter et à promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies pour renforcer la démocratie participative. Le thème central de e-Agora est l'accent mis clairement sur le développement et la promotion de l'utilisation des nouvelles technologies dans les pratiques de gestion publique et de participation citoyenne, l'un des domaines de travail les plus remarquables du Réseau n° 3.

Les villes membres du projet – Issy-les-Moulineaux (FR), Frameries (B), Río Claro (BR), Juiz de Fora (BRA) Viña del Mar (CHI) et Corporación Encuentro (CHI) – ont développé différentes expériences de démocratie locale et cherchent, par ce projet, à développer de nouvelles alternatives avec les TIC, en étroite collaboration avec les universités et les institutions de la société civile en rapport avec

le thème de la Démocratie locale. Le projet impliquera également, dans ses activités, des groupes de citoyens volontaires, ainsi que des groupes de jeunes étudiants intéressés par les sujets abordés par e-Agora. On espère que cette association les impliquera activement dans la mise en œuvre du projet et leur permettra d'avoir une véritable formation aux pratiques de la e-Démocratie.

Il ne s'agira pas seulement d'étendre les voies de participation, mais également de renforcer l'interaction entre les autorités locales et la société civile, afin d'augmenter la transparence, d'améliorer les services publics et d'aider à la modernisation des relations politiques.

e-Agora constituera un espace de débats permanents. Il sera ainsi une référence pour le thème de la démocratie électronique, comme une «*agora revisitée*». Ainsi, e-Agora

contribuera à la naissance d'une nouvelle culture socio-politique: une culture de la démocratie locale utilisant les nouvelles technologies, une culture à partager entre l'Europe et l'Amérique Latine.

L'Académie développera deux activités essentielles: la formation et l'expérimentation.

e-Agora, accessible via Internet, offrira un pôle d'information sur la démocratie électronique en temps réel (français, espagnol, portugais et anglais); un espace d'échange d'expériences et une plate-forme technologique pour la formation en ligne. Les bénéficiaires ne seront pas uniquement les protagonistes du projet, mais également les autres agents municipaux et les autres acteurs de la société civile de chaque ville membre du projet. D'autres collectivités d'Europe et d'Amérique Latine pourront profiter des cours par Internet.

e-AGORA sera également un pôle d'expérimentation: tout au long du projet, on expérimentera diverses technologies (Internet, téléphone cellulaire, télévision interactive...) pour moderniser les pratiques de démocratie participative. On créera et on développera, selon les particularités de chaque ville, les outils technologiques les plus appropriés pour augmenter les moyens de participation déjà existants.

A la fin du projet, un «*Livre Blanc*» synthétisera les différents résultats de e-Agora. Ce livre soulignera les divers aspects des expériences réalisées: bénéfiques et potentialités, ainsi que les difficultés et les limites, et il tentera de répondre aux défis de l'utilisation des nouvelles technologies pour renforcer les pratiques de démocratie locale.

Coordination:

Mairie d'Issy-les-Moulineaux
 Contact: Marie VIRAPATIRIN
 Téléphone: 33 1 4123 8272/73/58/61
 Fax: 33 1 4123 8257
 E-mail: urb-l@wanadoo.fr
 marie.virapatirin@wanadoo.fr

Ayuntamiento de Málaga: l'Observatoire de l'Environnement Urbain, un outil au service de tous les partenaires du Réseau 6

L'Ayuntamiento de Málaga a lancé, comme projet du programme URBAL, la création d'un Observatoire de l'Environnement Urbain, où l'on analysera les indicateurs urbains pour assurer un suivi des actions environnementales de Málaga et de toutes les villes impliquées dans le Réseau n° 6. De plus, l'Observatoire fonctionnera comme un centre de formation en matière d'environnement, dispensant des cours théoriques et pratiques aux partenaires du projet. Toutes ces actions seront réalisées dans un bâtiment pionnier construit conformément aux considérations architecturales bioclimatiques.

Neuf partenaires membres du Réseau 6 participent au projet, coordonné par l'Ayuntamiento de Málaga: Calvià (Espagne), Provincia de Treviso (Italie), Roma (Italie), Montevideo (Uruguay), Viña del Mar (Chili), Rosario (Argentine), Belo Horizonte (Brésil), Corporación Regional del Atlántico-Barranquilla (Colombie) et la Oficina de relaciones de América Latina y Caribe de Asentamientos Urbanos de Habitat-Naciones Unidas (ROLAC).

Grâce au développement de l'Observatoire, on espère réunir les actions développées tout au long des quatre années de travail du réseau 6 dans un espace physique, durable dans le temps. On souhaite réaliser un projet combinant la construction d'un équipement urbain, doté de structures écologiques et intelligentes. Le bâtiment deviendra la référence visible de l'action, avec la formation d'employés municipaux dans les domaines étudiés par le Réseau, et la constitution d'un observatoire réalisant un suivi, au moyen d'indicateurs, ainsi que de bonnes pratiques produites en Europe et en Amérique Latine.

Un bâtiment pionnier

L'Observatoire de l'Environnement Urbain (OMAU) sera situé sur un terrain appartenant à la municipalité, aux abords du Parc Morlaco. Son siège physique sera un édifice intelligent nouvellement construit et conçu conformément aux approches de l'architecture bioclimatique, une architecture pensée selon le climat du lieu, avec une conception permettant de tirer profit des énergies que lui offre la nature.

Pour la construction de l'immeuble, on utilisera des matériaux écologiques, recyclés et efficaces d'un point de vue environnemental. Son fonctionnement est basé sur l'utilisation des énergies de substitution

Formation continue des partenaires

La formation des fonctionnaires municipaux des villes partenaires sera réalisée sur la base d'un programme de travail, constitué de deux parties: l'une théorique, l'autre pratique.

La partie théorique se fera au travers de sessions de formation développant les quatre aspects principaux établis par le Réseau n° 6:

- La configuration de la ville,
- La cohésion sociale,
- La gestion des déchets,
- Le gouvernement de la ville.

Les sessions de formation se dérouleront soit *on line* via Internet, soit avec la participation physique des bénéficiaires, durant 14 jours par an, sur deux ans.

La partie pratique du programme de formation a pour objectif d'élaborer ou de mettre à jour les Agendas Locaux 21 de tous les participants du projet, en échangeant des expériences et en recevant le soutien des experts recrutés.

Élaboration d'indicateurs environnementaux

L'Observatoire a pour objectif principal d'élaborer, conformément aux méthodologies déjà existantes et émanant, pour certaines, de la Commission Européenne, un système d'indicateurs commun à tous les partenaires, pouvant mesurer dans le temps l'évolution des systèmes urbains et de leurs caractéristiques sur une période durable. Ces informations initiales seront destinées à être étendues par la suite à d'autres villes non partenaires, de façon à ce que la base de données puisse être offerte sur le web de l'observatoire comme source et comme exemple de bonnes pratiques.

La façon dont est conçu le bâtiment de l'Observatoire de l'Environnement de Málaga fait de ce centre une expérience pionnière en Europe, où il n'existe aucun observatoire présentant des caractéristiques combinant un équipement urbain bioclimatique avec un centre de formation et un service de suivi d'indicateurs urbains et de bonnes pratiques en matière d'environnement. ■





Premier Cours de l'Ecole de Formation Trans-municipale de Développement local, Madrid-Irún-Roma

Le 6 octobre dernier a été inauguré le premier module «Promotion de l'Entreprise et de l'Emploi» du projet de type B: «Ecole de Formation Trans-municipale de Développement Local», coordonné par l'Ayuntamiento de Madrid. La cérémonie s'est déroulée au siège de l'Ecole, ancien Laboratoire Municipal, à Madrid.

36 représentants des six entités partenaires du projet étaient présents: la Municipalidad de San Salvador de Jujuy (Argentine), Bidasoa Activa (Espagne), Ayuntamiento de Madrid (Espagne), Comune di Roma (Italie), Gobierno del Estado de Jalisco (Mexique) et Cabildo Metropolitano de Caracas (Venezuela).

Le module s'est déroulé du 6 au 19 octobre: la première semaine à Madrid et la deuxième en visite à la Comarca del Bidasoa et à Roma. Il a été divisé en quatre blocs:

- Le développement local comme promoteur du territoire
- La structure institutionnelle du développement local
- L'innovation technologique dans le domaine local

- Les nouveaux outils en matière de promotion et de création d'entreprises

Le programme de Madrid a été complété par des visites sur le terrain et des explications sur site à l'IFEMA, à l'IMEFE, à la Chambre de Commerce et au Parc Technologique de Madrid.

A la Comarca del Bidasoa, les participants ont eu l'occasion de découvrir les expériences individuelles et transfrontalières, réalisées en matière de développement, par les trois municipalités de la région: Irún et Hondarribia en Espagne, et Hendaye en France. Ils ont également étudié le fonctionnement de l'Agence de Développement de la région, Bidasoa Activa, tournée vers la



Cérémonie d'inauguration de l'Ecole

promotion et le soutien du développement et la consolidation de l'économie locale et de la création d'emplois.

A Rome, on a présenté les travaux réalisés par la Mairie pour soutenir les PME, ainsi que les politiques de développement, très influencées par l'Agenda Local 21, qui ont été menées.

Il est prévu de réaliser deux autres modules concernant respectivement le Développement Durable et l'Attention prêtée au Citoyen et au Bien-être Social. Les informations des trois cours seront disponibles sur une plate-forme d'apprentissage en ligne (e-learning) au cours des six derniers mois du projet. ■

Province de Vicenza: premiers cours du «Centre International de Formation pour la Mise en Valeur et la Conservation des Contextes Historiques Urbains»

Les deux premiers trimestres du cours destiné aux jeunes diplômés du «Centre International de Formation pour la Mise en Valeur et la Conservation des Contextes Historiques», se sont déjà déroulés au siège du Centre à Vicenza, durant la deuxième moitié de l'année 2003.

Le premier trimestre du cours a été axé sur les aspects théoriques des projets urbanistiques, en accordant une attention particulière aux expériences de rénovation des centres historiques européens. Les orientations de l'Ecole de Vicenza, partagées avec tous les professeurs du centre, s'inspirent d'expériences qui voient dans le projet de restauration urbaine la volonté de «conserver toutes les empreintes de l'histoire, laissées par le temps dans la ville ou sur les monuments, en les fixant et, éventuellement, en ajoutant de nouveaux éléments architectoniques, pour que la ville ou la créa-

tion redeviennent propres à une utilisation contemporaine».

Durant le second trimestre, du 15 septembre 2003 au 21 novembre 2003, le laboratoire des projets urbanistiques a été ouvert pour la mise en application des aspects théoriques analysés au cours du premier trimestre, avec des cours spécialisés de sciences de la restauration. L'objet de l'étude était la projection urbanistique du quartier de San Rocco à Vicenza, une partie de la ville comptant d'importants monuments et un tissu urbain de plus en plus pauvre et transformé en musée.

Les cours de laboratoire ont analysé la rénovation urbaine du quartier, pour tenter d'inverser les tendances actuelles, en vertu desquelles le centre historique est affecté par des phénomènes de déstructuration urbaine, alors que l'imposition de fonctions économiques, telles que la tertiarisation ou l'impossibilité de rendre compatible le tissu urbain historique avec la vie contemporaine affectent sérieusement la qualité de vie dans cette partie de la ville.

Coordination:

UFFICIO COORDINAZIONE

Contrà Gazzolle, 1

36100 Vicenza

Tél. +39 (0)444 399376

Fax.+39 (0) 444 323574

Montevideo: Ciudad Vieja Renuева a inauguré son siège

Le lancement du Projet Ciudad Vieja Renuева, dans le quartier historique de Montevideo, a impliqué les voisins et d'autres acteurs locaux.

Le Projet Ciudad Vieja Renuева a démarré ses activités en mai 2003. L'atelier local fut une rencontre d'une importance particulière, au cours duquel des organismes sociaux et culturels, des commerçants et des chefs d'entreprise, des organismes publics, des artistes plasticiens des autorités municipales et des représentants du gouvernement local, ont pu travailler sur les critères de sélection des zones de Ciudad Vieja concernées par la rénovation des façades et sur les propositions de développement touristique et culturel, ainsi que sur les éventuels acteurs et les missions du Groupe de Coopération locale.

Séminaire - Atelier International

Le 30 juillet s'est tenue une séance publique pour les organisations de quartier, les organismes publics et les voisins. L'Intendant (I) de

Montevideo, le Dr. Adolfo Pérez Piera, a inauguré l'événement aux côtés de la Chef de la Délégation en Uruguay de la Commission européenne, M^{me} Stella Zervoudaki. Ont participé à cette réunion des représentants des communes partenaires du projet – Rosario (Argentine), Santo André (Brésil), Bilbao (Espagne) et Torino (Italie) – qui ont présenté des expériences menées dans leurs villes. Le 31 juillet et le 1^{er} août, les représentants des communes partenaires et l'équipe municipale en charge du projet ont participé à d'intenses journées de travail afin d'adapter la planification et la coordination des critères et des activités conjointes.

Inauguration du siège de Ciudad Vieja Renuева

Le séminaire s'est achevé par l'inauguration du siège de Ciudad Vieja Renuева, le 1^{er} août, en présence de l'Intendant Municipal de Montevideo, M. Mariano Arana, et des représen-

tants des partenaires. L'inauguration a été accompagnée de deux spectacles artistiques qui en ont marqué l'ouverture et la clôture.

Ciudad Vieja Renuева aujourd'hui

La progression des activités au cours des prochains mois peut être suivie grâce aux différentes publications du Projet, ainsi que sur le site du Projet:

www.montevideo.gub.uy/ciudadvieja.

Coordination:

Adresse postale: 25 de Mayo 691, Montevideo

Tél.: (+ 598 2) 916 7445 - 8

Fax: (+598 2) 916 7137

E-mail: ciudadvieja@correo.imm.gub.uy
urbalmontevideo@prodo.imm.gub.uy

Consell Comarcal de l'Alt Empordà: la phase de conception des politiques locales d'intervention dans le domaine de la toxicomanie

Le «Consell Comarcal de l'Alt Empordà» a lancé le processus de rédaction et d'édition des Guides spécifiques prévus par le Projet.

Les différents documents sur lesquels on travaille actuellement, à travers des questionnaires, des rapports et des consulta-

tions, sont les suivants: Guide pour le développement d'observatoires locaux de la dépendance, conception d'un programme communautaire d'intervention dans le domaine de la toxicomanie, conception d'un programme de prévention dans l'environnement familial et l'élaboration d'un Guide pour réduire les dommages et les risques.

Parmi les premières réalisations concrétisées, on remarquera le système d'information, de communication interne et d'échange, qui s'articule autour de trois axes:

- un rapport mensuel permettant de suivre la participation active des membres.
- un réseau virtuel à l'usage des différentes organisations et des professionnels participant au projet, lié à l'Ecole virtuelle de formation.
- un bulletin bimensuel, sur papier, présentant les activités des partenaires participants, des articles d'opinion, etc.

Au cours du premier trimestre 2004, l'Ecole virtuelle de formation commencera à fonctionner. Elle a pour objectif de contribuer à la formation continue des professionnels et des techniciens des partenaires participants afin d'améliorer leur capacité de réponse, de déterminer les critères en rapport avec les interventions et d'adapter les interventions aux besoins et aux priorités fixés. ■

Coordination:

Consell Comarcal de l'Alt Empordà

Contact: M. ROSA GUIXÉ VALLS

C/ Nou 48

E -17600 - FIGUERES

Téléphone: 34- 972- 50. 30. 88

e-mail: ccaemp@ddgi.es



Le siège du Conseil Régional de l'Alt Empordà

«Le budget participatif appliqué aux jeunes», coordonné par la Mairie du Lamentin: favoriser la participation des jeunes au niveau local

La participation de la Mairie du Lamentin au Programme URB-AL s'inscrit dans le cadre d'un véritable défi: expérimenter de nouvelles instances pour la participation des jeunes aux politiques publiques locales, sur la base des expériences des différentes villes. L'objectif du projet est d'élaborer une méthodologie, en s'appuyant sur des outils pédagogiques, pour la participation des jeunes via le budget participatif.

La première rencontre entre les membres a eu lieu au Lamentin, en décembre 2002. C'est alors qu'a été validée la méthodologie commune pour la réalisa-

tion des actions prévues et, en particulier, la création dans chaque ville d'une assemblée délibérante compétente, composée de jeunes. Au cours de la deuxième rencontre, à Santo André (Brésil), à la fin octobre 2003, chaque ville a envoyé des jeunes déjà formés à leur travail, au sein des différentes assemblées délibérantes, afin qu'ils échangent leurs expériences et leurs projets pour l'avenir.

Dans chaque ville, on a pu constater de nets progrès de la participation des jeunes au processus de décision locale, via l'application du budget participatif, à partir de points de départ très dissemblables. Les jeunes présents à la réunion ont élaboré un langage commun, surmontant les obstacles de la langue. Ils ont ainsi pu comparer leur vie



Le Lamentin. Les participants du séminaire

quotidienne et exprimer leurs espoirs pour construire en commun des villes «amies» des jeunes.

Le projet dispose d'un site Internet: www.mairie-lelamentin.com/urbal

R3-P9-01 «Le budget participatif appliqué aux jeunes: un outil au service des politiques municipales en faveur de la jeunesse»

Coordinateur: Mairie du Lamentin (FR)

Membres: Prefeituras de Bara Mansa, Rio Claro, Santo André (BRA), Municipalidad de Guanta (VEM), Ayuntamiento de Rubi (ES).

«Internet comme outil de perfectionnement de la démocratie locale», coordonné par la Prefeitura de Belo Horizonte: les nouvelles technologies au service de la démocratie locale

Conjointement avec les membres du projet URB-AL, la Prefeitura de Belo Horizonte développe actuellement un projet d'insertion sociale, basé sur la création d'une unité d'éducation itinérante.

Après l'achat de l'équipement principal (un camion), celui-ci a été transformé en deux salles de classe d'une capacité d'accueil de 28 élèves. Avec cet équipement, on cherche à faciliter l'accès à l'informatique pour les communautés qui n'en disposent pas, en intégrant la pratique de l'ordi-

nateur dans leur quotidien et en développant un travail éducatif et interactif.

Les objectifs du projet sont les suivants:

- faciliter, pour les jeunes et les communautés, l'accès au langage informatique comme moyen d'acquisition de nouveaux savoirs;
- stimuler l'initiative individuelle et collective des processus éducatifs par le biais de l'informatique;
- utiliser les ressources de l'informatique pour encourager l'organisation de groupes associatifs dans les communautés;

- consolider les habitudes de lectures d'étude et de discussion sur les droits et les devoirs citoyens grâce à l'informatique;
- développer des activités culturelles et d'information complémentaires des projets sociaux mis en place par les organisations sociales.

Les partenaires du projet ont pour objectif de former 1 260 élèves, grâce à l'intervention de 30 moniteurs formés spécialement à cette fin.

R3-P2-00 «Internet comme outil de perfectionnement de la démocratie locale»

Coordinateur: Prefeitura de Belo Horizonte (BRA)

Membres: Prefeitura de Juiz de Fora (BRA), Municipalidad de Viña del Mar (CHI), Alcaldía de Lima (PER), Mairie d'Issy-les-Moulineaux (FR), Câmara de Abrantes (PT).

«Les instruments de redistribution du Revenu urbain», coordonné par l'Ayuntamiento de Lleida: à la recherche d'outils efficaces

L'équipe de travail internationale du projet URB-AL, composée des représentants des partenaires, s'est réunie à Torre Queralt (Lleida) les 24 et 25 septembre 2003, afin que les processus locaux d'urbanisation aident à remédier aux carences et aux inégalités urbaines.

Le travail souligne que les processus d'urbanisation, comme première activité économique locale, doivent permettre une bonne redistribution du revenu urbain ou des plus-values générées par l'urbanisation. On étudie donc les instruments législatifs et fiscaux, les politiques urbaines, la planifica-

tion et la gestion urbanistique. L'étude offrira, à partir de l'expérience des communes participantes et d'autres villes européennes et sud-américaines, un registre analytique des instruments permettant au secteur public de saisir les augmentations en valeur du revenu urbain et de transformer cette augmentation en résolution des carences et des inégalités urbaines. Le produit fini du travail effectué sera un document recueillant les meilleures pratiques et activités. Il sera publié et pourra, de plus, être consulté sur les pages web de CEPAL et d'URB-AL.

Le travail a été centré sur la désignation d'une ville responsable de chacun des instru-

ments existants. Au fil des séances, chaque représentant des villes impliquées dans le projet a discuté des expériences, des travaux, des projets, de la réglementation et des objectifs relatifs aux instruments.

Cela a permis d'attribuer la responsabilité directe, pour l'élaboration des fiches correspondantes, à chaque ville partenaire, afin d'approfondir et de faire concorder les contenus, le degré d'application et d'importance. L'atelier a décidé, au cours des séances, du contenu des fiches des instruments et des villes responsables de leur élaboration initiale.

R7-P7-02 «Les instruments de redistribution du revenu urbain»

Coordinateur: Ayuntamiento de Lleida (ES)

Membres: Comune di Ferrara (IT), Municipalidad de Rosario (ARG), Municipalidad de Malvinas Argentinas (AR), Prefeitura de Río Claro (BRA), CEPAL.

«L'intégration de la bicyclette dans la planification du trafic des villes moyennes», coordonné par Gemeente Utrecht: ouverture de nouvelles voies

Le projet URB-AL a achevé ses activités à la fin novembre 2003. Indépendamment d'une éventuelle application future des activités, tous les membres auront trouvé, dans les expériences des autres, des réponses à leurs propres problèmes pour améliorer la circulation en ville.

La plupart des villes participantes ont rédigé leurs propres documents sur l'amélioration de l'utilisation de la bicyclette dans leur situation locale. Certains de ces documents ont déjà été approuvés comme base légale par les différentes autorités et constitueront le fondement des politiques

locales de circulation. Pour leur part, les partenaires externes ont collaboré à la rédaction d'un Guide.

Un film de courte durée compare la situation des cyclistes dans deux villes du projet: Río de Janeiro et Utrecht. Il est impressionnant de constater qu'une grande partie des problèmes affectant la circulation des vélos est semblable dans les deux villes, malgré leurs différences dans tous les domaines. Ce résultat est une preuve supplémentaire de l'importance des échanges d'expérience entre des villes ayant des réalités différentes. Cela démontre également le préjugé concernant la culture de la bicyclette qui existe en Hol-



La bicyclette, un moyen de transport alternatif

lande en raison de ses conditions spécifiques, ainsi que les bénéfices réciproques qui résultent de ces échanges.

R8-P10-01 «L'intégration de la bicyclette dans la planification du trafic des villes moyennes»

Coordinateur: Gemeente Utrecht (NL)

Membres: Florianópolis, Río Claro, Río de Janeiro (BR), Instituto de Vivienda y de Urbanismo (CHI), Baranquilla, Belén de Umbría, Departamento del Atlántico, Valledupar, Instituto de Desarrollo Urbano (COL), Loja (Ecuador), León (NIC), Universidad de Stuttgart, Stuttgart (DE), Graz (OS), Instituto de Estudios de Bizkaia (ES).

Plus de 50 projets communs ont achevé leurs activités dans le cadre des 8 réseaux de la première phase du Programme.

Déjà plus de 50 projets d'échange d'expérience ont achevé leurs activités dans le cadre des réseaux de la première phase. Durant le second semestre de l'année, 18 projets communs ont achevé leurs activités.

Coordinateur	Pays	N° du projet	Intitulé du projet
Ayuntamiento de Coria, Espagne	Espagne	R2-P4-98	ARCHADIAE
Ayuntamiento de Guadalajara	Mexique	R2-P6-99	Los Centros Históricos, un patrimonio habitable
Comune di Ragusa	Italie	R2-P7-99	Accessibilità e Mobilità dei contesti storici
Comunidad de Madrid	Espagne	R2-P1-00	Modelos de gestión de rehabilitación en cascos históricos
Municipalidad de Posadas, Misiones	Argentine	R3-P1-99	Escuela de vecinos. Participación ciudadana
Municipalidad de Cuenca	Equateur	R3-P2-99	Formulación participativa del Plan Estratégico de Desarrollo Municipal
Alcaldía de Manizales	Colombie	R3-P3-00	Juventud y participación ciudadana: prácticas, formación y acciones
Ville de Marseille	France	R3-P9-00	A.M.I.S.T.A.D. Amélioration et Modernisation des Interventions des Services Techniques de l'Administration Locale, outil de Démocratie
Municipalidad de San Salvador de Jujuy	Argentine	R4-P2-00	Fortalecimiento institucional entre ciudades de América Latina y de la Unión Europea
Ayuntamiento de Cádiz	Espagne	R4-P6-00	Acciones para incentivar la economía de los barrios deprimidos
Diputación Provincial de Huelva	Espagne	R4-P8-00	Las ciudades como promotoras de intercambios entre PYMEs de América Latina y la Unión Europea
London Borough of Lewisham	Grande Bretagne	R4-P14-00	Integrated Community Action for Europe and Latin America
Municipalidad de General Pueyrredon – Mar del Plata –	Argentine	R5-P1-99	Formación de operadores socio comunitarios para la atención de personas en situación de calle
Consell Comarcal del Gironès	Espagne	R5-P9-99	Ayuda a domicilio: conceptualización y modelos de gestión
Prefeitura Municipal de São Paulo	Brésil	R5-P2-01	Empleo y ciudadanía activa de las mujeres
Ayuntamiento de Ciudad Victoria	Mexique	R7-P6-01	Poder local y Marco Jurídico para la Planificación y la Gestión Urbana
Municipalidad de Arequipa	Pérou	R8-P3-01	Integration of transport planning and urban planning within the scope of sustainability and Local Agenda 21
Gemeente Utrecht	Pays Bas	R8-P10-01	Integración de la bicicleta en la planeación del tránsito en ciudades medianas en América Latina y Europa. Un programa interactivo de entrenamiento y diseminación

Conférence sur le Partenariat Local

Dans le cadre de la préparation de la réunion au sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Européenne et d'Amérique Latine et des Caraïbes, qui se tiendra au Mexique en mai 2004, la Commission européenne a décidé d'organiser une **Conférence sur le partenariat local entre l'Union européenne et l'Amérique latine: «Bilan et perspectives de la coopération décentralisée UE- Amérique latine en matière de politiques urbaines»**.

Les objectifs de cette conférence sont doubles. D'une part, encourager la réflexion sur les pratiques actuelles en matière de coopération internationale décentralisée entre les collectivités locales de l'Union européenne et d'Amérique Latine. D'autre part, proposer des règles pour consolider le développement futur de la coopération à partir de l'adaptation de sa conception stratégique et

de ses façons de faire aux priorités et aux attentes des villes latino-américaines dans le domaine des politiques urbaines et de l'optimisation des ressources et de la gestion de la coopération décentralisée.

A cette fin, le 27 septembre 2003, la Commission a publié un appel à propositions pour la coordination et l'organisation de cette conférence. Sur la base des résultats des propositions reçues, la Commission a décidé d'attribuer la subvention correspondante pour l'organisation de cette conférence à la Municipalidad de Valparaiso, en consortium avec la Diputación de Barcelona.

Les travaux de la conférence réuniront quelques 30 participants – responsables municipaux et experts, dont le parcours dans le domaine de la coopération décentralisée est reconnu – qui travailleront à huis clos



Valparaiso. La Mairie, siège officiel de la Conférence

durant deux jours. La conférence se tiendra fin mars 2004 dans la ville de Valparaiso. Ses conclusions seront communiquées aux autorités présentes lors du Sommet du Mexique. De plus, ses résultats seront diffusés, entre autres, à tous les acteurs du Programme URB-AL, par le biais d'un document de base sur la coopération décentralisée entre les collectivités locales de l'Union européenne et d'Amérique Latine, édité sous la forme d'un numéro spécial d'URB-AL/INFO. ■

Vos interlocuteurs à la Commission

Chef d'Unité: Riccardo GAMBINI
Coordinateur: Berith ANDERSSON
Gestionnaires: Marc RIMEZ
 Juan José ALCALDE MONTES
 Miguel ROMERO
Secrétaire: Jimena BASTIDAS DE JANON

Adresse:

COMMISSION EUROPÉENNE
 EuropeAid Office de Coopération
 Direction Amérique latine
 Unité «Opérations centralisées: Amérique latine» E2
 Programme URB-AL
 J54 4/13
 B-1049 Bruxelles (Belgique)
 Téléphone: (32 2) 298.46. 38
 Fax: (32 2) 299.10.80

http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/urbal/index_es.htm

DELÉGATION	PERSONNE DE CONTACT
Argentine	Constanza AJA ESPIL Tel.: 54-11- 4805.3759 constanza.aja-espil@cec.eu.int http://www.delarg.cec.eu.int/
Bolivie	Angel GUTIERREZ HIDALGO Tel: 591-2-278.22.44 angel.gutierrez-hidalgo@cec.eu.int http://www.delbol.cec.eu.int/
Brésil	María Cristina ARAUJO Tel.: 55- 61- 248.3122 – Fax: 55-61-248.0700 cristina.araujo@cec.eu.int http://www.delbra.cec.eu.int/
Chili	Joséphine ARPAILLANGE Tel: 56-2 -335.24.50 josephine.arpaillange@cec.eu.int http://www.delchl.cec.eu.int/
Colombie – Equateur	Silvia FALLA Tel: 57-1- 621.60.43 silvia-maria.falla-robles@delcol.cec.eu.int http://www.delco.cec.eu.int
Mexique	Carolina BENEDICTSSON Tel: 52-55- 55 40 33 45 carolina.benedictsson@cec.eu.int http://www.delmex.cec.eu.int/
Nicaragua – Costa Rica – El Salvador – Guatemala – Honduras	Pablo ISLA Tel: 505 -270.44.99 – Fax: 505 270.44.84 pablo.isla@cec.eu.int http://www.delnic.cec.eu.int
Pérou	José Luis ARTEAGA CESPEDES Tel: 51-1-212-11-35 jose-luis.arteaga-cespedes@cec.eu.int http://www.delper.cec.eu.int
Uruguay – Paraguay	Mylène TESTUT Tel: 598-2- 1944.0126 mylene.testut@cec.eu.int http://www.delury.cec.eu.int
Venezuela	Jean-Charles FIEHRER Tel:58-212-991.51.33 Jean-charles.fiehrer@cec.eu.int http://www.delven.cec.eu.int

Vos interlocuteurs dans les réseaux

RÉSEAU N° 6

Environnement urbain

Coordination: Ayuntamiento de Málaga
 Contacts: Pedro Marín Cots
 Adresse: Programa URB-AL – Red n° 6
 Plaza de la Alcazaba s/n
 Edif. Aparcamientos
 E-29012 Málaga – España
 Tél: 34-952-60.27.77
 Fax: 34-952-22.30.92
 E-mail: red6@urbalmalaga.com –
 pmarin@ayto-malaga.es
 Internet: www.urbalmalaga.com

RÉSEAU N° 9

Financement local et budget participatif

Coordination: Prefeitura Municipal de Porto Alegre
 Contacts: Eduardo Mancuso
 Adresse: Programa URB-AL Rede 9
 Rua Uruguai 155/14° andar
 CEP 90010-140 – Porto Alegre – RS – Brasil
 Tél: 55-51-3289.3628/3651
 Fax: 55- 51-3211.1265
 E-mail: emancuso@gp.prefpoa.com.br
 uralop@gp.prefpoa.com.br
 Internet: www.portoalegre.rs.gov.br

RÉSEAU N° 10

Lutte contre la pauvreté urbaine

Coordination: Prefeitura Municipal de São Paulo
 Contacts: Sinoel Batista
 Adresse: Programa URB-AL Rede 10
 Palácio Anhangabaú – Viaduto do Chá
 15 – 7° andar
 CEP 01002-020 – São Paulo – SP – Brasil
 Tél: 55-11-3113.8551 / 8554 / 8547
 Fax: 55-11-3113.8548
 E-mail: ural10@prefeitura.sp.gov.br
 Internet: www.ural10.sp.gov.br

RÉSEAU N° 12

Promotion des femmes dans les instances de décision locales

Coordination: Diputación Provincial de Barcelona
 Contacts: Eva Mª Gispert
 Gabinet de Relacions Internacionals
 Adresse: Còrrega 300, ppal. 1ª
 E-08008 BARCELONA
 Tél: 34-93-402.20.55
 Fax: 34-93-402.24.73
 E-mail: grii.red12urbal@diba.es
 Internet: www.diba.es/urbal12

RÉSEAU N° 13

Ville et société de l'information

Coordination: Freie Hansestadt Bremen
 Contacts: Claire Klindt
 Adresse: Office Network 13
 Kreuzstrasse 72
 D-28203 Bremen
 Tél: 49-421-3695.40
 Fax: 49-421-3695.425
 E-mail: claire@whitebalance.de
 Internet: www.bremen.de/urb-al/

RÉSEAU N° 14

Sécurité citoyenne dans la ville

Coordination: Municipalidad de Valparaíso
 Contacts: Gustavo Paulsen
 Adresse: Programa URB-AL Red 14
 Blanco 1663 – Oficina 1002
 Valparaíso – Chile
 Tél: 56-32-939.571
 Fax: 56-32-939.572
 E-mail: red14@urbalvalparaiso.cl
 Internet: www.urbalvalparaiso.cl

Conférence sur le partenariat local UE-AL

Coordination: Municipalidad de Valparaíso
 Contacts: Gustavo Paulsen
 María del Huerto Romero
 Adresse: Conferencia URB-AL
 Blanco 1663- Oficina 1002
 Valparaíso – Chile
 Tél: 56-32-939.805
 Fax: 56-32-939.572
 E-mail: conferencia@conferenciaurbal.cl
 mromero@conferenciaurbal.cl
 Internet: www.conferenciaurbal.cl

